



Mobilisons-nous largement le 6 octobre en soutien avec la jeunesse et pour les services publics

Depuis deux semaines, partout en France, des dizaines de milliers de lycéennes et les lycéens se mobilisent pour faire entendre leur colère et leurs revendications. Le mouvement prend de l'ampleur. À Rennes comme dans plusieurs villes de Bretagne, de nombreux établissements ont été bloqués et des rassemblements se sont organisés.

Elles et ils se mobilisent en raison du manque d'enseignant·es et de personnels, des classes surchargées, des conditions d'études dégradées, d'établissements vétustes, de l'injustice du système parcoursup, ... Réalité que les personnels de l'éducation dénoncent aussi depuis longtemps.

La colère dépasse aussi la question de l'enseignement et exprime une indignation et inquiétude face aux inégalités sociales qui ne cessent de se creuser et que le projet de budget ne fera qu'aggraver.

Cette colère rejoint celle exprimée par les salarié·es et les agent·es publics lors de la mobilisation du 29 septembre pour des services publics accessibles et de qualité, des personnels en nombre suffisant, des conditions de travail et d'étude dignes.

Aux revendications légitimes, le gouvernement répond par la violence, les interpellations, les gardes à vue, les gaz lacrymogènes et les LBD. Près de 3 000 lycéen·nes et étudiant·es ont été interpellés depuis le début de la mobilisation et 170 d'entre elles et eux ont été blessés ainsi que des personnels, parfois gravement. Rien que jeudi 1er octobre, 1949 jeunes ont été interpellé·es, c'est plus que lors de "l'acte IV" du mouvement des Gilets jaunes en 2018. Le gouvernement assume l'escalade répressive et cherche à museler la contestation, allant jusqu'à demander aux parquets de faire preuve de fermeté à l'égard des parent·es des lycéen·nes mobilisé·es. Nous parlons ici de jeunes, d'adolescent·es, d'enfants, confronté·es à des adultes formés, équipés et armés pour intervenir dans des situations de maintien de l'ordre.

Certains se concentrent sur les questions de dégradations, plutôt que de mettre en avant et d'expliquer les raisons de la colère et les demandes pourtant clairement exprimées dans de nombreux lycées et par les organisations lycéennes.

En Ille-et-Vilaine, nous constatons également avec inquiétude une forme de deux poids, deux mesures dans la manière dont cette mobilisation est réprimée. La répression s'est particulièrement concentrée et déchaînée sur des établissements en particulier, notamment le lycée professionnel de Tinténiac, le lycée professionnel Coëtlogon et le lycée Bréquigny, qui accueillent une importante proportion de jeunes issus des classes populaires. Pourquoi une telle concentration de la répression sur des lycées populaires et professionnels

Nous refusons que l'origine sociale des élèves détermine également la manière dont leur parole est entendue et leur mobilisation réprimée. Le gouvernement organise la fermeture des lycées pour taire les revendications et mieux réprimer les lycéen·es en interdisant l'accès des établissements. Cette escalade montre la fébrilité, voire la peur de l'Etat dans la difficulté de stopper le mouvement.

Nos organisations soutiennent la mobilisation en cours ainsi que les revendications justes et légitimes des lycéen·nes tout en respectant l'autonomie de leurs luttes. Nous dénonçons la répression de l'Etat et appelons tou·tes les travailleur·euses à soutenir le mouvement, y compris par la grève et à participer au rassemblement qui aura lieu à Rennes à 11h Esplanade Charles de Gaulle le 6 octobre